



SABOTAGE

Le procédé est maintenant bien connu : on dégrade fortement le service public jusqu'au point où tout changement est vécu comme une évidence et un soulagement. Et bien entendu, nos dirigeant-es en profitent pour aller encore plus loin.

L'exemple du naufrage autour de Parcoursup nous donne un nouvel exemple de la méthode. Après avoir stoïquement enduré les aberrations d'APB (Admission Post Bac, une cata !), les gens n'en pouvaient plus. Le gouvernement nous a donc vendu les mérites de Parcoursup qui devait tout résoudre.

À l'heure du bilan, nous sommes étonnamment loin de ces belles promesses :

- 49 523 jeunes sont sans proposition ou en attente
- l'absence de réponse positive concerne 8 961 étudiant.es
- 178 622 ont quitté la plate-forme faute de solution.

Parmi ces derniers, beaucoup se sont tournés en catastrophe vers les écoles privées. 150 nouvelles écoles hors contrat sont créées cette rentrée, sans compter les écoles privées supérieures, où les bachelier-es sont de plus en plus nombreux à s'inscrire, parfois faute de place à la fac.

En même temps, le gouvernement introduit des logiques du monde de l'entreprise dans l'enseignement public, avec la privatisation progressive des universités ou l'introduction de méthodes managériales dans les lycées. Ainsi, les moyens sont baissés pour les élèves les plus en difficulté, impactant de fait, en premier lieu, les quartiers défavorisés.

Ceux qui seront capables de payer, et parfois de s'endetter, pourront continuer à étudier. Les plus pauvres seront éjectés de l'éducation, et propulsés immédiatement, sans diplôme, sur un marché du travail de plus en plus précaire et impitoyable.

Et sans surprise, les fonds de pension commencent à acheter des écoles privées pour en faire leur beurre !

C'est sans doute le même projet qui guide la casse de la DGFIP avec les privatisations de nos missions qui s'annoncent.

QUI VEUT LA PEAU DU CASH ?

Si le billet est dans le viseur des banques commerciales et des représentants de leurs intérêts, c'est

non seulement parce que son usage leur coûte – sa distribution ou son stockage sont à leurs frais – mais aussi parce qu'elles perçoivent des revenus sur les autres moyens de paiement.

En effet, outre les frais directement facturés pour la mise à disposition d'une carte, d'un terminal de paiement pour le commerçant, ou de fonctionnalités spécifiques sur une appli mobile, la traçabilité est également une source de revenus. Sans même entrer dans les débats sur l'atteinte à la vie privée que peuvent constituer la conservation de données concernant nos habitudes de consommation ou nos allées et venues, ces données peuvent être exploitées ou revendues à des partenaires commerciaux.

L'enjeu est donc bien la privatisation de la monnaie et sa captation au profit des actionnaires.

Leur victoire est-elle inéluctable ? Assurément, non ! **Au-delà de l'usage du billet, c'est bien la question d'un contrôle public des moyens de paiement qu'il faut poser.**

https://www.cgffinances.fr/IMG/pdf/2018_08_29_debat_avenir_billet.pdf

LA CGT À LA « DIGITAL WEEK » LE 18/9



Depuis cinq ans, la ville de Nantes organise à la rentrée sa « Digital Week », événement affichant la modernité de notre belle cité des Ducs. Pour la première fois, la CGT participera à cet événement pour poser la question des impacts du numérique sur l'organisation du travail, l'emploi et les services publics.

RDV à la Maison des Syndicats de 09h00 à 17h00

<http://lacgt44.fr/spip.php?article1906>

ELLE EST BIEN DE CHEZ NOUS. OUF !

Erreurs sur les déclarations pré-remplies, tests calamiteux sur le pas, éléments télédéclarés disparus des avis et du calcul de l'impôt... Selon Bercy, il n'y a pas de bugs : ces erreurs arrivent de manière aléatoire et nous sommes techniquement prêts pour le pas. Les agent.e.s peuvent être rassuré.e.s. On n'a pas inventé l'informatique, mais la méthode Coué, elle est bien de chez nous. Ouf !

